



---

**Commission économique pour l'Europe****Comité directeur des capacités  
et des normes commerciales****Septième session**

Genève, 27 et 28 (matin) juin 2022

Point 9 de l'ordre du jour provisoire

**Activités de renforcement des capacités et d'assistance technique****Rapport sur les activités de renforcement des capacités  
et d'assistance technique****Document soumis par le secrétariat***Résumé*

Le présent document donne un aperçu des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique menées dans le cadre du sous-programme Commerce de la CEE pendant la période allant d'avril 2021 à mars 2022. Il porte sur les activités menées par le secrétariat dans le cadre des travaux du Comité directeur des capacités et des normes commerciales, du Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation (WP.6), du Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles (WP.7), et du Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU), ainsi que sur les activités de renforcement des capacités et d'assistance technique réalisées par le Conseiller régional. Depuis le mois d'avril 2020, la CEE s'est attachée en particulier à appuyer les efforts des États membres en faveur d'une reprise post-COVID résiliente, inclusive et durable.

Les sections traitant des activités du CEFACT-ONU et du Conseiller régional sont présentées à titre d'information uniquement.

Le présent rapport est soumis pour décision au Comité directeur des capacités et des normes commerciales.



## I. Introduction

1. Le sous-programme Commerce de la Commission économique pour l'Europe (CEE) a pour objet de favoriser les échanges et la coopération économique entre les États membres de la CEE et de faciliter l'intégration de ces derniers dans les chaînes de valeur mondiales, en s'appuyant sur les travaux de ses groupes d'experts et organes intergouvernementaux. Le sous-programme contribue à garantir :

- Un cadre réglementaire prévisible, transparent et harmonisé favorable au commerce et aux entreprises grâce au renforcement de la convergence des réglementations, à la promotion des normes internationales et à l'élaboration de pratiques exemplaires dans les domaines de la coopération en matière de réglementation, de l'évaluation de la conformité et de la surveillance des marchés ;
- Le commerce durable des produits agricoles, l'intégration dans les chaînes d'approvisionnement internationales et la réduction des pertes alimentaires grâce à l'élaboration de normes de qualité des produits agricoles et de meilleures pratiques internationales en la matière pouvant être mises en œuvre et utilisées par les autorités de réglementation ainsi que par le secteur privé ;
- Des processus simples, transparents et efficaces au service du commerce mondial grâce à l'élaboration et à la mise à jour d'instruments de facilitation du commerce international tels que les normes mondiales et les meilleures pratiques destinées à faciliter le passage des transactions sur papier au commerce électronique, ainsi que l'harmonisation et la simplification des pratiques commerciales qui sous-tendent les activités d'importation et d'exportation.

2. Les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités sont axées sur la demande et réalisées en étroite collaboration avec les partenaires de développement. Elles visent à aider les États membres de la CEE, en particulier les pays moins avancés sur le plan économique et les pays enclavés, à appliquer les normes, recommandations et guides des meilleures pratiques de la CEE se rapportant au commerce. Elles visent aussi à favoriser l'élimination des obstacles réglementaires et procéduraux qui entravent le commerce en raison de l'insuffisance des capacités et des différences en matière de procédures administratives, de règlements et de stratégies de normalisation. Ces activités contribuent également à la question transversale de l'économie circulaire et comprennent l'élaboration de lignes d'action permettant de mettre le commerce et la coopération économique pleinement au service de la transition vers l'économie circulaire dans la région de la CEE, ainsi que l'organisation de réunions régionales pour échanger des données d'expériences sur le sujet.

3. Conformément au mandat de la CEE, au titre duquel elle appuie l'intégration dans la région qu'elle couvre et définit des normes pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques, le Conseiller régional aide les pays en transition à développer leurs capacités commerciales, à mettre en œuvre des mesures de facilitation du commerce en appliquant des normes, des recommandations et d'autres outils de facilitation du commerce, ainsi qu'à mettre en place une coopération et une intégration à l'échelle des sous-régions. Les activités menées ont pour objectif général de renforcer les capacités de développement économique des pays et de les aider à réaliser les objectifs de développement durable (ODD). En 2021 et 2022, le Conseiller régional a concentré son action sur quatre domaines : 1) aider les pays en transition à appliquer les normes de facilitation du commerce (notamment, l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'Organisation mondiale du commerce), afin de contribuer à la réalisation de la cible 17.10 des ODD (promouvoir un système commercial universel et réglementé) ; 2) promouvoir l'application des normes, recommandations et modèles de données de référence de la CEE en matière de facilitation du commerce, notamment en ce qui concerne l'échange de données et de documents numériques dans le cadre du transport multimodal ; 3) appuyer le Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale (SPECA) ; 4) assurer la liaison avec trois coordonnateurs résidents des Nations Unies (pour le Kazakhstan, la Macédoine du Nord et le Turkménistan).

4. La section II donne une vue d'ensemble des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique menées au titre du sous-programme Commerce pour la période allant d'avril 2021 à mars 2022, l'accent étant mis sur les principaux objectifs, les résultats obtenus et les partenaires de développement concernés.

## II. Activités de renforcement des capacités pour la période allant d'avril 2021 à mars 2022

<i>N°</i>	<i>Titre, lieu, dates</i>	<i>Objectif(s)</i>	<i>Résultats</i>	<i>Partenaires</i>
1.	Renforcement de l'utilisation et de l'adoption de normes au service de la réalisation des objectifs de développement durable (juillet 2018-juin 2022)	Sensibiliser les responsables politiques aux normes élaborées par des organismes nationaux, régionaux ou internationaux de normalisation et les inciter à intégrer davantage ces normes dans leurs stratégies de réalisation des objectifs de développement durable (ODD).	<p>Grâce à la généreuse contribution du Gouvernement allemand, le secrétariat du WP.6 tient à jour le portail sur les normes au service des ODD (<a href="https://standards4sdgs.unece.org/">https://standards4sdgs.unece.org/</a>). Cet outil permet de recenser les normes qui contribuent à la réalisation des ODD, ainsi que des études de cas de pays montrant comment ceux-ci se sont servis de normes pour contribuer à la réalisation des ODD.</p> <p>Le portail a été mis à jour au début de l'année 2022 avec plus de 20 000 normes mises en correspondance avec les ODD, une cinquantaine d'études de cas et 10 commentaires d'experts. Ces informations ont été fournies directement par des organismes de normalisation. Quarante études de cas supplémentaires viendront enrichir le portail à sa relance qui a été annoncée le 11 mars 2022.</p>	Gouvernement allemand, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB-Allemagne), Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Organisation internationale de normalisation (ISO), Commission électrotechnique internationale (CEI), Institute of Electrical and Electronics Engineers (IEEE), ASTM International, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), CODEX
2.	Renforcer l'utilisation et l'adoption de normes au service d'une croissance économique soutenue, partagée et durable, en mettant l'accent sur l'égalité des sexes (juillet 2018-juin 2022)	Renforcer l'utilisation et l'adoption des normes en tant qu'instruments à l'appui du développement durable.	<p>Le projet touche à sa fin et les responsables de l'Initiative sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre qui en résulte et qui relève du WP.6 ont préparé une demande visant à ce qu'elle soit transformée en équipe de spécialistes. La clôture du projet et la création de l'équipe devraient être réalisées en juin-juillet 2022.</p> <p>Au cours de cette période, de nouveaux signataires de la Déclaration sur les normes et l'élaboration des normes tenant compte des questions de genre ont été enregistrés, portant le total actuel à 80. Un guide méthodologique a également été élaboré et une version préliminaire</p>	Gouvernement allemand, PTB, ISO, CEI, Union internationale des télécommunications (UIT) et organismes nationaux de normalisation

N°	Titre, lieu, dates	Objectif(s)	Résultats	Partenaires
			a été publiée pour orienter les organisations concernant les meilleures pratiques en matière d'inclusivité lors de l'élaboration des normes et dans les normes qui en résultent.	
3.	Métrologie et infrastructures de qualité dans la transition vers l'industrie 4.0 durant le Congrès international de métrologie 2021 (septembre)	Expliquer que la quatrième révolution industrielle nécessite que l'on utilise différemment les normes et la métrologie pour s'adapter aux nouvelles technologies et aux nouveaux processus.	L'événement a réuni une centaine de participants. Ceux-ci ont souligné l'importance de la sémantique pour garantir que toutes les parties prenantes comprennent une même question de la même manière. Ils ont également souligné qu'il était important d'établir des normes de qualité pour les produits à des fins de surveillance des marchés et de conformité.	Bureau international des poids et mesures (BIPM), Conférence internationale sur l'agrément des laboratoires d'essai (ILAC), ISO, Organisation internationale de métrologie légale (OIML)
4.	Atelier régional de formation sur la qualité durable des noix (septembre 2021)	Renforcer la capacité des autorités, des institutions et du secteur privé (producteurs, négociants et exportateurs de noix) à utiliser les méthodes de classification des produits et les procédures de contrôle de la qualité et d'inspection conformément aux prescriptions des normes de la CEE, et définir des pratiques communes permettant d'améliorer la production, la commercialisation et la vente de cerneaux de noix.	L'atelier régional pour l'Asie centrale a réuni 62 participants du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan. Cet événement s'est tenu dans le cadre du projet de la onzième tranche (2018-2021) du Compte de l'ONU pour le développement concernant le renforcement de la cohérence des politiques menées et de la durabilité des modes de production et de consommation nationaux dans les échanges agricoles Nord-Sud et Sud-Sud.	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Agence allemande de coopération internationale (GIZ) et Hilfswerk International
5.	Dialogue sur les politiques régionales intitulé « Harnessing trade and economic cooperation for the transition to a circular economy in UNECE region » (Mettre le commerce et la coopération économique au service de la transition vers une économie circulaire dans la région de la CEE) (en ligne, 28 octobre 2021)	Lancer le projet d'accélération de la transition vers une économie circulaire (2021-2024) financé par la Compte de l'ONU pour le développement (treizième tranche) et faciliter la mise en commun de données d'expérience en ce qui concerne la promotion du commerce et de la coopération économique dans le cadre de la transition vers une économie circulaire dans la région de la CEE.	Les participants à la réunion ont présenté des expériences de transition vers une économie plus circulaire tirées de pays de la région de la CEE et ont mis en évidence le rôle du commerce dans ce processus.  Les résultats de la réunion sont disponibles sur la page Web dédiée au projet ( <a href="https://unece.org/trade/CircularEconomy/UNDAProject">https://unece.org/trade/CircularEconomy/UNDAProject</a> ).	Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

N°	Titre, lieu, dates	Objectif(s)	Résultats	Partenaires
5a.	Table ronde sur la promotion de la circularité dans le commerce des denrées alimentaires (16 novembre 2021)	Étudier les liens entre l'économie circulaire et la production, le commerce et les normes agroalimentaires, notamment en ce qui concerne les pertes et le gaspillage de denrées alimentaires.	La réunion a permis de mieux comprendre la nature régénératrice de l'économie circulaire, le rôle du commerce mondial en tant que facteur clef d'une production alimentaire efficace et les normes privées de durabilité.  Les résultats de la réunion sont disponibles sur la page Web dédiée au projet ( <a href="https://unece.org/trade/CircularEconomy/UNDAProject">https://unece.org/trade/CircularEconomy/UNDAProject</a> ).	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et Forum des Nations Unies sur les normes de durabilité (composé de la CEE, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Centre du commerce international (ITC), du PNUE, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et de la CNUCED)
5b.	Document d'orientation sur les lignes d'action permettant d'exploiter le potentiel du commerce et de la coopération économique	Examiner la transition vers la circularité et analyser le rôle du commerce international dans l'accélération de ce processus. Le document d'orientation a également pour objet de mettre en évidence les politiques susceptibles de favoriser la transition et de formuler des recommandations sur la voie à suivre.	Le document d'orientation sera publié prochainement sur la page Web correspondante ( <a href="https://unece.org/trade/CircularEconomy">https://unece.org/trade/CircularEconomy</a> ).	
6.	Renforcement de la capacité des pays d'Asie centrale à appliquer des mesures de facilitation du commerce (1 <sup>er</sup> avril 2021-1 <sup>er</sup> avril 2022)	Renforcer la capacité des pays bénéficiaires à mettre en œuvre des mesures de facilitation du commerce et à mieux s'intégrer dans le système commercial international réglementé.	Cinq webinaires ont été organisés avec des partenaires, entre autres sur les thèmes suivants : l'utilisation des normes internationales de facilitation des échanges et du commerce électronique (art. 10.3 de l'AFE de l'OMC), le guichet unique (art. 10.4) et les comités nationaux de la facilitation des échanges (23.2).	Gouvernements des pays suivants : Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan
6a.	Renforcement de la capacité des pays d'Asie centrale à appliquer des mesures de facilitation du commerce	Renforcer la capacité des pays bénéficiaires à mettre en œuvre des mesures de facilitation du commerce et à mieux s'intégrer dans le système commercial international réglementé.	Au début de l'année 2022, la CEE a élaboré un guide relatif à l'établissement des points d'information sur la facilitation des échanges (art. 1.3 de l'AFE). La CEE continue d'organiser des activités visant à appuyer la mise en œuvre de la stratégie du SPECA en matière de facilitation	Gouvernements des pays suivants : Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan

N°	Titre, lieu, dates	Objectif(s)	Résultats	Partenaires
			du commerce. Elle a commencé à mettre au point un outil d'apprentissage en ligne visant à appuyer la mise en œuvre de l'ensemble de normes sur l'échange de données et de documents numériques dans le cadre du transport multimodal.	
7.	Renforcement de la capacité du Conseil national kirghize de la facilitation du commerce à mettre en œuvre l'AFE (octobre 2019-juin 2022)	Renforcer la capacité du Conseil à mettre en œuvre des réformes en matière de facilitation du commerce et à élaborer un portail d'informations sur le commerce dans lequel l'accent serait mis sur les situations d'urgence et les moyens de surmonter les perturbations de commerce causées par la pandémie de COVID-19. La capacité de l'Université kirghize d'économie sera renforcée grâce à l'appui apporté dans l'élaboration et la mise à l'essai de modules de formation sur la facilitation des échanges. Parmi les résultats attendus du projet, on peut citer : l'amélioration des connaissances et des capacités techniques des décideurs et des experts du Conseil national de la facilitation du commerce, des organes de réglementation et d'autres parties prenantes concernées leur permettant de mettre en œuvre efficacement les politiques de facilitation du commerce et les mesures prioritaires de la catégorie C de l'AFE, et l'amélioration de l'accès des commerçants aux informations relatives aux réglementations et procédures commerciales sur le portail en ligne du Conseil national de la facilitation du commerce.	La feuille de route pour la facilitation des échanges (2021-2025) et l'analyse des processus métier en vue de l'exportation de produits textiles du Kirghizistan et de l'importation de produits pharmaceutiques dans le pays ont été publiées en juillet 2021. Les informations issues des analyses des processus métier figurent sur le portail kirghize d'information sur le commerce.	Gouvernement kirghize, ITC et Université kirghize d'économie
7a.	Séminaires internationaux sur la facilitation du commerce tenus à Issyk-Kul (Kirghizistan) (15-16 septembre 2021),	Présenter et examiner le contenu des modules sur la facilitation du commerce élaborés récemment par l'Université kirghize d'économie en coopération avec la CEE.	La formation a été dispensée à plus de 120 participants provenant des secteurs public et privé, d'universités et d'ONG.	Université kirghize d'économie

N°	Titre, lieu, dates	Objectif(s)	Résultats	Partenaires
	Bichkek (1 <sup>er</sup> -2 décembre 2021) et Bichkek (12-13 avril 2022)			
7b.	Lancement virtuel du projet de Feuille de route de la République kirghize pour la facilitation des échanges 2021-2025 (15 juin 2021)	Lancer la Feuille de route de la République kirghize pour la facilitation des échanges 2021-2025 élaborée dans le cadre du projet intitulé « Renforcer la capacité du Conseil national kirghize de la facilitation du commerce à mettre en œuvre l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) ».	En collaboration avec le Ministère de l'économie et du commerce, la CEE a lancé la Feuille de route de la République kirghize pour la facilitation des échanges 2021-2025. Cette feuille de route définit une vision stratégique, ainsi que les objectifs et les activités correspondants que la République kirghize doit mettre en œuvre. Grâce à ces activités, la République kirghize peut transformer ses services de facilitation du commerce en services numériques, améliorer sa position dans le classement mondial et éliminer totalement les documents papier pour l'exportation et l'importation de biens essentiels. Les activités prévues dans la feuille de route devraient aider à surmonter les défis liés à la COVID-19. La feuille de route fournit un calendrier de mise en œuvre établi en fonction de l'ordre de priorité des activités afin d'obtenir de meilleurs résultats. Elle comprend également des mesures à prendre en priorité pour la mise en œuvre des dispositions de la catégorie C de l'AFE dans la République kirghize.	CEE et Ministère de l'économie et du commerce de la République kirghize
8.	Amélioration de la traçabilité et de la transparence pour des chaînes de valeur durables dans les secteurs de l'habillement et de la chaussure (juin 2019-juin 2022)	L'amélioration de la transparence et de la traçabilité est une priorité pour les secteurs de l'habillement et de la chaussure afin d'accroître leur capacité à gérer plus efficacement les chaînes de valeur et à détecter et combattre les violations des droits de l'homme et du droit du travail, les incidences sur la santé et la sécurité ainsi que sur l'environnement afin de gérer les risques liés à l'exploitation et à l'image, tout en adoptant des modèles de production et de consommation plus durables conformément au	Ce projet a permis de créer une instance de concertation multipartite à laquelle ont participé plus de 200 experts du CEFAC-ONU représentant plus de 190 000 entreprises de plus de 30 pays, qui ont été consultés en vue de créer une boîte à outils destinée à faire progresser la transparence et la traçabilité. À l'occasion de la vingt-septième session plénière du CEFAC-ONU, les États membres de la CEE ont adopté une série de recommandations, de lignes directrices pour la mise en œuvre et une norme	ITC et Direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne



N°	Titre, lieu, dates	Objectif(s)	Résultats	Partenaires
		Programme 2030, et plus particulièrement aux ODD 8, 12 et 17. Le projet vise à fournir les outils nécessaires pour prendre des décisions en ayant connaissance des risques, élaborer des allégations de contribution au développement durable convaincantes et appliquer un ensemble de pratiques convenues au niveau international, augmentant ainsi la visibilité et la responsabilisation dans l'ensemble de la chaîne de valeur.	relative à l'échange d'informations qui, ensemble, permettent de soutenir et de vérifier les allégations de contribution au développement durable dans les secteurs hautement mondialisés de l'habillement et de la chaussure. Dans le cadre de ce projet, un appel à l'action a également été lancé, invitant les gouvernements et les acteurs de l'industrie à appliquer cet ensemble de mesures et à s'employer à améliorer la réputation de ces secteurs sur le plan environnemental et éthique. Le cadre de traçabilité permet de s'assurer du rôle habilitant des technologies avancées, telles que la chaîne de blocs et les marqueurs ADN, pour soutenir la traçabilité et la diligence raisonnable dans les principales chaînes de valeur des fibres et matériaux textiles (coton, cuir, synthétique).	
8a.	Webinaire sur la traçabilité et la transparence des chaînes de valeur circulaires dans les secteurs de l'habillement et de la chaussure (décembre 2021)	Mener une activité de formation sur les normes de traçabilité visant à promouvoir le commerce durable et circulaire.	Les participants à cet atelier en ligne ont acquis une compréhension de ce qu'est la traçabilité, de ce qu'elle signifie, pourquoi elle existe et comment elle fonctionne. Cet atelier a également permis aux acteurs clefs du secteur dans la région d'Amérique latine d'acquérir une compréhension commune du sujet.	Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes de la FAO
8b.	Conférence internationale sur la traçabilité et la transparence de chaînes de valeur durables et circulaires dans le secteur de l'habillement et de la chaussure (25 mars 2022)	Organiser une conférence sur les normes de traçabilité en vue de promouvoir des chaînes de valeur durables et circulaires, en séquence avec le Forum international de l'investissement 2022 de Tachkent.	La conférence a permis aux participants de mieux comprendre ce qu'est la traçabilité, ce qu'elle signifie, pourquoi elle existe et comment elle fonctionne. Elle a également permis aux acteurs clefs du secteur dans la région d'Asie centrale d'acquérir une compréhension commune du sujet.	Confédération ouzbèke des employeurs
9.	Réunions de coordination régulières en vue de l'analyse des processus métier dans le cadre de l'exportation de	Établir et recenser les éventuels goulets d'étranglement et proposer des solutions en matière de procédures réglementaires et commerciales en vue de l'exportation de produits pharmaceutiques vers les pays d'Asie	Le champ de l'analyse des processus métier a été convenu avec le Gouvernement géorgien. L'étude se compose d'une présentation générale de l'industrie pharmaceutique géorgienne et d'une analyse des processus métier dans le cadre	Administration fiscale géorgienne et Entreprise Georgia

N°	Titre, lieu, dates	Objectif(s)	Résultats	Partenaires
	produits pharmaceutiques de Géorgie (2020-2021)	centrale. Cette étude a été menée dans le cadre de la onzième tranche du Compte de l'ONU pour le développement. Le projet 1819AC vise à renforcer les capacités nationales afin de mieux intégrer certaines économies en transition dans le système commercial international réglementé (cible 10 de l'ODD 17).	de l'exportation de produits pharmaceutiques vers les économies d'Asie centrale. Elle sera publiée au deuxième trimestre de 2022.	
10.	Équipe spéciale conjointe de la CEE et de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) sur le projet pilote eCITES d'échanges d'informations sur les permis par voie électronique (Electronic Permit Information Exchanges, EPIX)	Aider les organes de la CEE et de la CESAP chargés de gérer la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), ainsi que d'autres parties prenantes concernées des pays parties à la CITES, à lancer et à réaliser des échanges électroniques en temps réel de permis CITES.	L'Équipe spéciale a tenu des réunions régulières (une tous les deux mois) sur les permis CITES afin d'offrir un cadre de débat, de partage d'informations et d'assistance mutuelle en matière de capacités. Les échanges électroniques se développent dans les régions de la CEE et de la CESAP.	CESAP, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et organes de gestion de la CEE et de la CESAP intéressés
11.	Webinaire sur le guichet unique et la COVID-19 tenu dans le cadre du 36 <sup>e</sup> Forum du CEFAC-ONU (en ligne, 4 mai 2021)	Mener une activité de formation à court terme en vue de promouvoir le système du guichet unique.	Le webinaire a permis de rappeler l'importance du système du guichet unique et d'examiner les évolutions les plus récentes. Il s'agit notamment des nouveautés introduites dans la recommandation n° 33 de la CEE récemment révisée, ainsi que des résultats du Livre blanc sur les principes fondamentaux et de la nouvelle recommandation n° 38 sur les mesures relatives au commerce à prendre face à une crise pandémique.	
12.	Webinaire sur le renforcement de la participation du secteur privé aux travaux des organismes nationaux de facilitation du commerce tenu dans le cadre du 37 <sup>e</sup> Forum du	Mener une activité de formation à court terme visant à apporter des informations utiles en vue de l'élargissement et du renforcement du cadre organisationnel et des activités des organismes nationaux de facilitation du commerce (ONFC).	Dans le cadre de ce webinaire, le CEFAC-ONU a examiné les réussites et les échecs de ceux qui ont été chargés d'accroître la participation aux travaux des ONFC. Les conclusions du webinaire figurent dans le Livre blanc intitulé « Encourager	

N°	Titre, lieu, dates	Objectif(s)	Résultats	Partenaires
	CEFACT-ONU (en ligne, 12 octobre 2021)		la participation du secteur privé aux travaux des ONFC ».	
13.	Lancement du Rapport régional 2021 de la CEE sur la facilitation du commerce numérique et durable (15 octobre 2021)	L'Enquête mondiale des Nations Unies sur la facilitation du commerce numérique et durable menée en 2021 a fourni des informations actualisées et comparables sur la mise en œuvre de quelque 60 mesures de facilitation du commerce dans 143 pays. Ainsi, elle permet aux pays et aux partenaires de développement de soutenir des stratégies et des politiques de facilitation du commerce fondées sur des données factuelles, de mettre en commun des pratiques exemplaires et innovantes et de recenser les besoins en matière de renforcement des capacités et d'assistance technique.	Lors de la manifestation organisée à l'occasion du lancement du rapport, les résultats de l'enquête menée en 2021 ont été présentés à l'ensemble des États membres de la CEE. Ces résultats ont également été publiés sur un site Web interactif (unftsurvey.org), qui permet de produire des rapports sur mesure. Par ailleurs, des progrès ont été réalisés en matière de facilitation du commerce numérique et durable au niveau mondial ainsi qu'aux niveaux régional et sous-régional. Le rapport d'enquête et une brochure présentant les principaux résultats sont disponibles en ligne à l'adresse <a href="https://unece.org/trade/outreach-support-TF/global-survey-digital-and-sustainable-trade-facilitation">https://unece.org/trade/outreach-support-TF/global-survey-digital-and-sustainable-trade-facilitation</a> .	CESAP
14.	Promotion de chaînes de valeur résilientes, diversifiées et durables dans la région eurasienne après la pandémie de COVID-19 (24 février 2022)	Renforcer la capacité de la région eurasienne à créer des chaînes de valeur résilientes, diversifiées et durables au niveau régional et à les intégrer dans les chaînes de valeur mondiale après la pandémie de COVID-19, notamment en recensant les lacunes dans les données et les connaissances et en élaborant des lignes d'action visant à promouvoir la coopération et l'exportation de produits industriels à plus forte valeur ajoutée.	La manifestation organisée à l'occasion du lancement du projet a permis aux économies eurasiennes de partager leurs points de vue quant aux faits nouveaux et aux difficultés concernant les chaînes de valeur mondiales et régionales et de proposer des orientations pour le projet. Les échanges ont également été enrichis par les réflexions d'experts internationaux sur les caractéristiques de l'intégration de la région dans les chaînes de valeur régionales et mondiales et sur l'impact de la COVID-19.	CNUCED, OMC, Arménie, Bélarus, Fédération de Russie, Kazakhstan et Kirghizistan
15.	Onze missions de services consultatifs à l'intention des Gouvernements et des milieux d'affaires en Azerbaïdjan, au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Macédoine du Nord, en	Appuyer le fonctionnement et la coopération régionale des comités nationaux de facilitation du commerce (CNFC) dans ces pays.  Appuyer la facilitation du commerce et la dématérialisation des projets de transport	Le réseau régional de CNFC en Asie centrale a été renforcé.  La capacité de plus de 900 experts à appliquer les mesures de l'AFE et les normes relatives à l'échange de données et de documents numériques dans le cadre du transport	Gouvernements de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, de la Macédoine du Nord, de l'Ouzbékistan, du Turkménistan et de l'Ukraine, CESAP, Partenariat d'Asie centrale pour le développement

N°	Titre, lieu, dates	Objectif(s)	Résultats	Partenaires
	Ouzbékistan, au Turkménistan, en Ukraine et d'autres pays. La plupart des réunions se sont tenues en ligne, et un plus grand nombre de participants et de pays ont pu en bénéficier.	<p>multimodal en Azerbaïdjan, au Bélarus, en Ukraine et dans les pays voisins.</p> <p>Promouvoir la coopération sous-régionale en faveur de la réalisation des ODD, notamment en Asie centrale.</p> <p>Coopérer avec la Banque asiatique de développement (BAsD) dans le cadre du Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale, la Commission économique eurasiennne et d'autres partenaires de premier plan en matière de facilitation du commerce en Asie centrale.</p>	<p>multimodal pour 14 économies en transition a augmenté significativement.</p> <p>La capacité des pays participant au SPECA à coopérer aux fins de la réalisation des ODD a été renforcée.</p>	des transports et de la logistique, GIZ, BAsD et Commission économique eurasiennne
16.	Série de quatre webinaires sur le renforcement des capacités en matière d'échange d'informations relatives aux procédures commerciales par la création de pages Web dédiées dans les pays participant au SPECA (février 2021 à mars 2022)	Aider les pays participant au SPECA (en particulier leurs services douaniers) à développer l'échange d'informations par voie électronique.	Les ressources disponibles sur la page Web ont été mises au point dans le cadre d'un projet CEE de renforcement des capacités et mis en ligne sur le site Web consacré au projet (unttc.org).	GIZ, Partenariat d'Asie centrale pour le développement des transports et de la logistique et services douaniers nationaux
17.	Série de trois webinaires sur le renforcement des capacités relatives à l'établissement de points d'information nationaux sur la facilitation des échanges (mars à novembre 2021)	Aider les pays participant au SPECA à mettre en place des points d'information sur la facilitation des échanges (AFE, art. 1.3).	Un guide relatif à l'établissement des points d'information sur la facilitation des échanges a été élaboré et publié sur le site Web unttc.org. En sa qualité de pays pilote, l'Ouzbékistan a mis en place des points d'information en suivant les recommandations du guide (voir ci-dessous).	OMC, Partenariat d'Asie centrale pour le développement des transports et de la logistique et Gouvernement ouzbek
18.	Onzième séminaire de la CEE sur la facilitation du commerce et le guichet unique (Odessa (Ukraine), 26-28 mai 2021)	Organiser en ligne (Odessa) le onzième séminaire de la CEE, en raison de la pandémie de COVID-19, en vue de faire progresser la mise en œuvre des normes relatives aux documents électroniques qui accompagnent les marchandises (cinq modes de transport), en utilisant les normes et les modèles de données	Le séminaire a été organisé avec succès sous forme d'événement interactif en ligne avec des services d'interprétation en anglais et en russe. Il a réuni les principaux représentants (experts et décideurs) de l'Azerbaïdjan, du Bélarus, de la Géorgie, de l'Ukraine et d'autres pays (46 au total), de la CEE, de l'OACI, de l'Organisation	Comité national ukrainien de facilitation des échanges, Ministère de l'agriculture, divers organismes publics, CEFACT-ONU, Commission européenne et FIATA

N°	Titre, lieu, dates	Objectif(s)	Résultats	Partenaires
		de référence du CEFAC-ONU ; appuyer l'exécution de projets pilotes, notamment dans les couloirs numériques de transport multimodal traversant l'Ukraine, dans le système portuaire intégré et dans d'autres systèmes connexes ; promouvoir l'utilisation des normes du CEFAC-ONU dans les projets de transformation numérique en Ukraine et dans les autres pays de la région de la mer Noire et de la mer Baltique et le long des couloirs du groupe Géorgie-Ukraine-Azerbaïdjan-Moldova (GUAM).	maritime internationale (OMI), de la Direction générale de la mobilité et des transports (DG MOVE) et de la Direction générale de la fiscalité et de l'union douanière (DG TAXUD) de la Commission européenne, du projet EU4DIGITAL, du couloir Europe-Caucase-Asie (TRACECA), du GUAM, de l'International Federation of Freight Forwarders Association (FIATA), de l'Union internationale des transports routiers (IRU), de l'Association du transport aérien international (IATA), de l'International Port Community Systems Association (IPCSA), et d'autres. Des experts de tous les modes de transport ont animé six groupes de discussion sur les progrès réalisés dans l'harmonisation multimodale et la normalisation de l'échange de données et de documents. Des mesures importantes ont été prises en vue de définir la nouvelle génération de normes applicables à l'échange de données et de documents. La coopération avec la FIATA a été renforcée et des travaux ont été menés en vue de la dématérialisation du connaissance multimodal de la FIATA (la documentation du séminaire peut être consultée à l'adresse <a href="http://unece.plaske.ua/">http://unece.plaske.ua/</a> ).	
19.	Séminaire de validation du rapport d'évaluation de l'état de préparation de l'Ouzbékistan à la mise en œuvre de l'AFE (en ligne, 22 avril 2022)	Examiner le rapport d'évaluation établi par les consultants de l'Ouzbékistan sur l'état de préparation du pays à la mise en œuvre de l'AFE afin de satisfaire aux exigences de l'accession à l'OMC, à la demande du Ministre des investissements et du commerce extérieur de l'Ouzbékistan. Les participants (des spécialistes de diverses institutions et du milieu des affaires, qui avaient été interrogés par les consultants) ont examiné, mesure par mesure, le rapport d'évaluation sur l'état de préparation, ainsi que les éléments qui l'étaient. Leurs	Le séminaire a été organisé avec succès sous forme d'événement interactif le 22 avril 2021. Le rapport, élaboré à partir d'un modèle et d'un questionnaire fourni par la CEE, a été examiné. Des commentaires ont été formulés en vue de l'établissement de la version finale du rapport d'évaluation de l'état de préparation. Il a été décidé que ce rapport servirait de base à l'élaboration d'une stratégie de facilitation du commerce. Le premier projet de la stratégie nationale de facilitation du commerce a été établi au début 2022. Le séminaire de validation s'est	Gouvernement ouzbek, OMC et CNUCED

N°	Titre, lieu, dates	Objectif(s)	Résultats	Partenaires
		commentaires serviront à établir la version finale du rapport qui sera soumis au Vice-Ministre afin d'être utilisé dans le cadre du processus de négociation concernant l'accession à l'OMC et de la planification des activités visant à mettre en œuvre toutes les mesures de l'AFE.	tenu en russe à la demande des bénéficiaires ouzbeks, qui ont mis à disposition la plateforme en ligne.	
20.	Quatrième séminaire de renforcement des capacités sur le guichet unique et le partage de données dans les Balkans occidentaux (en ligne/Skopje (Macédoine du Nord), 26-27 janvier 2022)	Organiser, avec les services douaniers de la Macédoine du Nord, le quatrième atelier sur le guichet unique et le partage de données dans les Balkans occidentaux afin d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations issues des ateliers tenus en 2019 et en 2020, de faire le point sur l'avancée des projets de guichet unique (notamment les plans de guichet unique en Albanie, en Macédoine du Nord et en Serbie), et de définir des orientations pour de nouveaux travaux sur la modélisation des données et pour l'utilisation du nouvel ensemble de normes relatives à la dématérialisation de l'échange de données et de documents sur le transport et le commerce dans les travaux futurs. Sonder l'intérêt pour un nouveau projet pilote de mise en œuvre. Renforcer le réseau d'organisations et d'équipes nationales travaillant sur le guichet unique et le partage de données dans les Balkans occidentaux, ainsi que la volonté de mettre en œuvre les nouvelles normes du CEFACT-ONU relatives à la dématérialisation de l'échange de données dans le secteur du transport multimodal.	Plus d'une centaine de participants ont assisté à un atelier innovant qui a mis en évidence les progrès et les avancées importantes réalisés dans le cadre des projets de guichet unique, et leur a permis d'approfondir les travaux sur les modèles de données et d'envisager l'intégration des spécifications techniques conformes aux normes du CEFACT-ONU et des outils appuyant la dématérialisation de l'échange de données dans le cadre du transport multimodal. Après les présentations, la Macédoine du Nord a exprimé sa volonté de contribuer à l'exercice de mise en correspondance des données entre l'ensemble de normes relatives à l'échange de données dans le cadre du transport multimodal et ses ensembles de données douanières, en utilisant comme base les modèles de données de référence du CEFACT-ONU (notamment le modèle de données de référence pour le transport multimodal).	Gouvernements des pays des Balkans occidentaux (notamment leurs services douaniers), CEFACT-ONU, Commission européenne (DG TAXUD et DG MOVE), Banque mondiale, Accord de libre-échange d'Europe centrale (ALEEC2006), SEED (prix pour l'entrepreneuriat dans le développement durable) et autres

N°	Titre, lieu, dates	Objectif(s)	Résultats	Partenaires
21.	Journées du SPECA (Tachkent (Ouzébkistan), 16-19 novembre 2021), comprenant la seizième session du Groupe de travail du SPECA sur le commerce, le Forum économique 2021 du SPECA et la seizième session du Conseil d'administration du SPECA	Organiser, avec le Gouvernement ouzbek et la CESAP, la seizième session du Conseil d'administration du SPECA, le Forum économique 2021 du SPECA sur le transport et le commerce durables pour une économie plus verte et plus inclusive après la pandémie, et la seizième session du Groupe de travail du SPECA sur le commerce. Appuyer l'élaboration et l'adoption des documents de clôture et des recommandations de la seizième session du Conseil d'administration du SPECA, y compris les décisions relatives au secrétariat et au fonds d'affectation spéciale du SPECA. Appuyer l'établissement d'un plan de travail du SPECA pour 2022-2023. Appuyer l'élaboration et l'adoption d'une « Déclaration de Tachkent » et poursuivre l'application des documents établis dans le cadre du SPECA, par exemple l'« Initiative d'Achgabat » visant à réduire les obstacles au commerce, au transport et à la connectivité grâce aux instruments des Nations Unies, les stratégies du SPECA concernant l'innovation au service du développement durable et la facilitation du commerce, et les principes du commerce durable. Poursuivre les travaux sur le développement durable, l'économie verte, le tourisme durable, le genre, les ODD, etc.	<p>La seizième session du Groupe de travail du SPECA sur le commerce, le Forum économique 2021 du SPECA et la seizième session du Conseil d'administration du SPECA se sont déroulés avec succès. Les participants ont examiné et approuvé les documents de référence pour les travaux futurs ; promotion du commerce durable et de l'économie circulaire dans les pays participant au SPECA ; tourisme durable et économie circulaire ; harmonisation et simplification des procédures de franchissement des frontières ; lien entre le commerce, la gestion de l'eau, la sécurité alimentaire et l'économie circulaire dans les régions couvertes par le SPECA et guide relatif à l'établissement des points d'information sur la facilitation des échanges, des rapports d'étape et des plans de travail.</p> <p>Des documents de clôture et des recommandations ont été établis à chaque réunion. Le Groupe de travail sur le commerce a élaboré et adopté une liste de recommandations concernant ses travaux futurs. Le Forum économique a adopté la Déclaration de Tachkent pour guider la mise en œuvre future du programme de travail du SPECA dans les domaines des transports, du commerce, de la connectivité, de l'économie verte et circulaire, du tourisme durable, etc. Le Conseil d'administration a adopté, à sa seizième session, une série de décisions définissant les futurs travaux pratiques du Programme, du secrétariat du SPECA et du fonds d'affectation spéciale.</p>	CESAP, CNUCED, Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, BASD, Communauté d'États indépendants (CEI), Union européenne (UE), GIZ, ITC, Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) et OMC

N°	Titre, lieu, dates	Objectif(s)	Résultats	Partenaires
			Des réunions ont eu lieu avec des responsables de l'Ouzbékistan, des pays, des organisations internationales et des partenaires de développement.	
			Un communiqué de presse a été publié à la clôture de ces journées du SPECA.	
22.	Projets visant à mettre en œuvre plusieurs mesures de l'AFE (établissement d'un point d'information sur la facilitation des échanges, élaboration d'une stratégie nationale de facilitation du commerce, mise en conformité de la dématérialisation de l'échange de données et de documents relatifs au transport avec les normes des Nations Unies) en Ouzbékistan	Organiser plusieurs petits projets sur l'établissement d'un point d'information sur la facilitation des échanges ; élaborer une stratégie nationale de facilitation du commerce ; rendre la dématérialisation de l'échange de données et de documents relatifs au transport conforme aux normes des Nations Unies pour aider les organismes ouzbeks à mettre en œuvre l'AFE afin de satisfaire aux exigences de l'accession à l'OMC.	Un point d'information sur la facilitation des échanges a été établi ; un premier projet de stratégie nationale de facilitation du commerce est prêt ; une étude a été établie sur l'éventuelle mise en conformité de la dématérialisation de l'échange de données et de documents relatifs au transport avec les normes du CEFACT-ONU.	Gouvernement ouzbek : Ministère de l'investissement et du commerce extérieur, services douaniers, Ministère des transports, etc. (négociateur en chef pour l'accession à l'OMC et Comité d'état des douanes de l'Ouzbékistan)
23.	Volet du projet du Compte pour le développement intitulé « Connectivité des infrastructures de transport et des échanges commerciaux à l'ère des pandémies : les solutions des Nations Unies pour des services de transport et des échanges commerciaux sans contact, fluides et collaboratifs »	Mettre en œuvre les normes existantes, notamment celles du CEFACT-ONU, pour l'échange électronique de données et de documents, en élaborer de nouvelles pour les différents modes de transport, afin de permettre une évolution rapide vers une normalisation plus complète de l'échange électronique de données et de documents. S'appuyer sur la multitude de pratiques traditionnelles exemplaires en matière de facilitation du commerce et du transport recensées par les institutions participantes.	L'élaboration de l'ensemble de normes relatives aux documents électroniques qui accompagnent les marchandises dans le cadre du transport multimodal a été menée à bien (les normes et modèles pour les trois derniers documents de fret aérien élaborés en 2021 ont été publiés en janvier 2022). La version électronique du connaissance multimodal de la FIATA, conforme aux normes du CEFACT-ONU, a été testée et lancée en mars 2022. Des matrices de données ont été établies pour les différents documents relatifs au transport et aux marchandises dangereuses.	Tous les pays de la CEE dont l'économie est en transition
			L'Azerbaïdjan, le Bélarus, l'Ukraine et d'autres pays ont participé à des projets pilotes visant à	



N°	Titre, lieu, dates	Objectif(s)	Résultats	Partenaires
			<p>mettre en œuvre les normes du CEFACT-ONU sur les itinéraires de transport multimodal. Des avancées significatives ont été réalisées dans le transport ferroviaire de marchandises.</p> <p>Parmi les activités sur le partage des données et l'alignement sur le modèle de données de référence pour le transport multimodal réalisées en 2021 figuraient une séance de réflexion sur l'harmonisation des données et la modélisation au moyen des normes du CEFACT-ONU, organisée par la CEE et la Commission économique eurasiennne le 7 juin 2021.</p> <p>Dans le cadre de 21 réunions consacrées à quatre modes de transport (ferroviaire, routier, aérien et fluvial), des experts ont discuté de l'application pratique des normes et modèles relatifs à la dématérialisation de l'échange de données et de documents dans un contexte multimodal et de leur amélioration.</p> <p>Six projets pilotes de mise en œuvre de l'ensemble de normes relatives à la dématérialisation de l'échange de données et de documents dans le cadre du transport multimodal (exportations de bois dans les bassins du Dniepr et du Danube ; dématérialisation des formulaires FAL de l'OMI ; projet pilote de jumeaux numériques du GUAM ; conversion entre les solutions EDIFACT-ONU et les solutions XML d'Europe occidentale, grâce aux normes du CEFACT-ONU ; dématérialisation des lettres de voiture pour les transports routiers et multimodaux en Europe orientale ; essai pilote conjoint de l'UE et de l'Union économique eurasiatique (les normes et les rapports du projet pilote peuvent être consultés à l'adresse</p>	

N°	Titre, lieu, dates	Objectif(s)	Résultats	Partenaires
			<p><a href="https://unttc.org/stream/electronic-trade-and-transport-documents-and-data">https://unttc.org/stream/electronic-trade-and-transport-documents-and-data</a>).</p> <p>Pour de plus amples informations, voir les sujets relevant de la Division du commerce et de la coopération économique de la CEE à l'adresse <a href="https://unttc.org/">https://unttc.org/</a>.</p>	
24.	Séminaire sur l'organisation du processus d'accèsion du Turkménistan à l'OMC	Aider le Turkménistan à organiser son processus d'accèsion à l'OMC et à se préparer à mettre en œuvre l'AFE.	Le webinaire a été organisé avec succès le 25 mars 2022.	Mission du Turkménistan à Genève et Gouvernement turkmène
25.	Projet extrabudgétaire visant à aider les pays participant au SPECA à mettre en œuvre les principes du commerce durable du Programme	Aider les pays participant au SPECA à évaluer leur état de préparation à la mise en œuvre des principes du commerce durable adoptés par le Conseil d'administration du SPECA à sa quatorzième session.	Une étude sur le lien entre la facilitation du commerce, la gestion de l'eau et la sécurité alimentaire a été lancée. Elle servira de base à une série de séminaires nationaux de renforcement des capacités organisés dans les pays participant au SPECA.	Tous les pays participant au SPECA
26.	Coordination avec les coordonnateurs résidents des Nations Unies pour le Kazakhstan, la Macédoine du Nord et le Turkménistan de l'ensemble des activités menées par la CEE dans ces pays	Appuyer les efforts de coordination entre la CEE et les coordinateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies au Kazakhstan, en Macédoine du Nord et au Turkménistan.	Des plans de travail pour la coordination entre les activités de la CEE et les équipes de pays des Nations Unies au Kazakhstan, en Macédoine du Nord et au Turkménistan ont été élaborés, approuvés et mis en œuvre.	Kazakhstan, Macédoine du Nord et Turkménistan